



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 286

Du 6 au 12 septembre 1988

POLITIQUE

L'armée reconnaît la présence des forces insurgées
Cerezo lance une réunion des ministres des Affaires étrangères d'Amérique centrale
Peu d'espoir à propos du Dialogue national
Le pouvoir judiciaire critique le gouvernement
La Commission des droits de l'homme condamne le gouvernement
Rencontre des chefs de la "Contra" au Guatemala

ECONOMIE

Le budget national s'aligne sur les directives du FMI

INSURRECTION

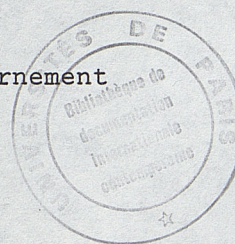
L'insurrection respecte les droits des prisonniers de guerre, déclare l'URNG

MOUVEMENT POPULAIRE

Le dialogue social ne progresse pas
Le gouvernement empêche le travail syndical
Attentat contre un dirigeant paysan
Grève des travailleurs municipaux à Quezaltenango

DROITS DE L'HOMME

Attentat contre une présentatrice de la télévision



4° P. 12315

POLITIQUE

L'ARMEE RECONNAIT LA PRESENCE DES FORCES INSURGEES

Dans au moins cinq zones géographiques du Guatemala, existe une importante présence des forces insurgées, a reconnu le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, au cours d'une conférence de presse, le 6 septembre. Selon le chef militaire, la présence de la guérilla se maintient dans les départements de Chimaltenango et de Solola, au centre du pays, d'El Quiche, au nord-ouest, d'El Peten, au nord, et de San Marcos, à l'ouest; et ceci bien qu'aient disparu du pays les zones dites "de conflit". Gramajo a également admis l'existence d'une radio de l'insurrection qui émet depuis San Marcos, mais qui n'a pas été localisée malgré les efforts de l'armée pour la détruire.

CEREZO LANCE UNE REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES D'AMERIQUE CENTRALE

Le gouvernement du Nicaragua a convoqué pour les 16 et 17 septembre prochains la septième réunion des ministres des Affaires étrangères d'Amérique centrale qui composent la Commission exécutive des accords de paix d'Esquipulas II, a fait savoir, le 7 septembre, le ministère des Affaires étrangères guatémaltèque. De son côté, le président Vinicio Cerezo a fait savoir, le 9 septembre, qu'il lançait une réunion des ministres des Affaires étrangères centraméricains avec le secrétaire d'Etat nord-américain George Shultz, après que l'on ait appris officiellement la suspension de la rencontre du 23 septembre, prévue dans le cadre de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies. A cette réunion devaient participer les ministres des Affaires étrangères centraméricains, à l'exception de celui du Nicaragua, le père Miguel d'Escoto, qui n'avait pas été invité. La rencontre a été annulée par la suite sans qu'on en donne les motifs; mais les mass-médias ont estimé que la décision avait été prise à la suite de la tournée dans la région de Morris Busby, ambassadeur itinérant de Washington. Cerezo a également déclaré qu'il réalisera, les 22 et 23 septembre, une tournée dans toute l'Amérique centrale afin de relancer les accords d'Esquipulas II.

PEU D'ESPOIR A PROPOS DU DIALOGUE NATIONAL

Trois jours avant que débute, dans la capitale guatémaltèque, le Dialogue national, auquel ont été appelés tous les secteurs sociaux du pays, il y a peu d'espoir et beaucoup de scepticisme en ce qui concerne ses résultats, en raison de la polarisation existante et du manque de volonté du gouvernement afin de trouver un accord avec les secteurs majoritaires, ont affirmé, le 12 septembre, plusieurs analystes.

Jusqu'à maintenant, le président Vinicio Cerezo comme le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, ont répété leur refus que l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) participe au Dialogue, bien qu'elle ait y été invitée par la Commission nationale de réconciliation (CNR). La présence de l'URNG au Dialogue national a également été demandée par les secteurs politiques, ouvriers et religieux, dans la mesure où elle fait partie de la société guatémaltèque et du fait de son rôle politique au cours des trois dernières décades.

L'Armée n'a pas non plus confirmé sa participation au Dialogue, considérant que selon la Constitution politique de la République elle est une institution apolitique et non-délibérative. Pour cette raison, elle préfère rester extérieure au Dialogue.

De la même manière, l'échec du dialogue pour un pacte social, lancé par le gouvernement, le patronat et les syndicats progouvernementaux, mais sans la participation de l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP), la plus grosse organisation de masse du pays, semble indiquer que le Dialogue national ne pourra atteindre ses objectifs afin de trouver des solutions à la crise politique, économique et sociale du Guatemala.

LE POUVOIR JUDICIAIRE CRITIQUE LE GOUVERNEMENT

Le docteur Edmundo Vasquez Martinez, président de l'Organisme judiciaire, a critiqué, le 11 septembre, le gouvernement démocrate-chrétien et le patronat regroupé au sein du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) pour leur responsabilité dans la grave crise que connaît le monde du travail au Guatemala.

Selon le président de la Cour suprême de justice, la situation actuelle est due à la hausse démesurée des prix et aux bas salaires. Il précise que ni le gouvernement ni le patronat "ne sont dans un processus de prise de conscience qui leur éviterait de porter préjudice aux couches les plus défavorisées". Le juriste a en outre défendu l'indépendance du pouvoir judiciaire face aux autres organes de l'Etat, en précisant qu'on ne pouvait permettre l'ingérence de forces extérieures dans l'application de la justice.

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LE GOUVERNEMENT

Selon une déclaration faite, le 6 septembre, par la Commission des droits de l'homme (PDH), le directeur général de la radiodiffusion nationale, Enrique Hernandez, a violé les droits civiques des Guatémaltèques en censurant la rubrique d'opinion publique du journal parlé "El Heraldo" diffusé par la Radio Centroamericana.

La Commission des droits de l'homme signale, que par cette mesure, le gouvernement du président Vinicio Cerezo a violé l'article 35 de la Constitution de la République, qui se réfère au droit de libre expression de l'opinion, ainsi que la Convention américaine sur les droits de l'homme.

Le 7 septembre, la Commission a fait savoir que si dans les prochains jours le Congrès de la République ne résolvait pas la question de son financement (un budget de 295.000 dollars), elle se verrait obligée de fermer ses portes faute de crédits. La fermeture de la Commission des droits de l'homme interviendrait alors au moment où cet organisme a réussi à créer ses premières annexes dans les départements d'El Peten, de Solola, de Suchitepequez et d'El Quiche.

RENCONTRE DES CHEFS DE LA "CONTRA" AU GUATEMALA

Trois chefs de la contre-révolution nicaraguayenne, financée par les Etats-Unis, ont quitté, le 5 septembre, le Guatemala après s'être réunis avec leurs partisans se trouvant dans ce pays. Manuel Rugama, chef des Renseignements, José Bravo, secrétaire des relations publiques, et Alejandro Alcantara, chef du commando régional "Jorge Salazar III" ont eu une réunion, dans la capitale guatémaltèque, avec quelques 1.200 contre-révolutionnaires afin de connaître leurs "bases sociales en exil".

Interviewé à ce propos, Rugama a déclaré : "Nous avons besoin d'aide militaire afin de conserver nos forces". Il a critiqué la dite "aide humanitaire" votée il y a quelques mois par le Congrès nord-américain, en expliquant que les "contras" en ont assez de manger du riz et des haricots.

ECONOMIE

LE BUDGET NATIONAL S'ALIGNE SUR LES DIRECTIVES DU FMI

Le budget général de la nation pour l'année fiscale 1989, qui s'élève à 3.260 millions de quetzals (environ 1.200 millions de dollars), s'aligne sur les directives du Fond monétaire international (FMI) a déclaré, le 6 septembre, Rodolfo Paiz Andrade, ministre des Finances publiques.

Le haut fonctionnaire a affirmé que les consignes d'assainissement fiscal que donnent le FMI et d'autres organismes financiers nationaux et internationaux maintiendront la croissance de l'économie guatémaltèque.

Paiz Andrade a fait ces déclarations au cours d'une réunion de la Chambre de commerce américano-guatémaltèque, en présence de Jeff Bush, fils de George Bush actuel vice-président nord-américain et candidat républicain à la présidence des Etats-Unis.

INSURRECTION

L'INSURRECTION RESPECTE LES DROITS DES PRISONNIERS DE GUERRE, DECLARE L'URNG

Les forces guérilleras de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont attaqué, il y a quelques jours, un poste d'observation de l'armée dans la propriété de Las Minas, commune de Santo Domingo Suchitepequez, au sud-ouest du pays. Au cours de cette action, un soldat a été capturé, a fait savoir Radio Voz Popular dans son émission du 19 septembre.

La radio insurgée a signalé que les droits et l'intégrité du prisonnier avaient été respectés en accord avec la convention internationale de Genève sur la guerre et qu'on avait expliqué au soldat les raisons de la lutte insurgée au Guatemala. Le prisonnier a été remis ensuite en liberté.

Voz Popular a dénoncé la destruction de cultures par l'armée dans la communauté de Mayaland, municipalité d'Ixcán, département d'El Quiché. A ce propos, la radio a lancé un appel aux organismes internationaux chargés de veiller au respect des droits de l'homme.

MOUVEMENT POPULAIRE

LE DIALOGUE SOCIAL NE PROGRESSE PAS

Le dialogue multisectoriel, ou pacte social, lancé par le gouvernement démocrate-chrétien à la demande de quatre partis politiques afin de trouver une solution à la crise du monde du travail au Guatemala, n'a pratiquement avancé après deux semaines de réunions. A ces réunions n'a pas participé l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) qui est à l'initiative de la grève générale à laquelle ont participé 250.000 travailleurs guatémaltèques, il y a trois semaines.

Le 7 septembre, les dirigeants patronaux du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) se sont retirés du dialogue pour protester contre le non-accomplissement de la promesse du gouvernement de publier de manière anticipée un document du ministère de l'Energie et des Mines qui justifierait la hausse du prix des combustibles.

L'UASP, de son côté, a refusé de participer au dialogue en raison du manque de sérieux du gouvernement, qui n'a toujours pas tenu ses promesses, faites aux travailleurs en mars dernier, d'augmenter les salaires, de bloquer les prix et de créer une commission d'enquête sur les enlèvements et disparitions

LE GOUVERNEMENT EMPECHE LE TRAVAIL SYNDICAL

Au Guatemala, on observe un blocage systématique du développement du mouvement syndical indépendant et démocratique, et une intention évidente de freiner la lutte légale et organisée des travailleurs pour leurs revendications économiques, sociales et politiques afin de les maintenir dans un état de soumission. Cette constatation a été faite, le 6 septembre, par la Commission syndicale internationale de solidarité avec les syndicats du Guatemala.

La Commission, composée de syndicats canadiens, mexicains et panaméens, souligne l'existence d'une grande quantité de conflits du travail non-résolus. Elle précise que le patronat oublie facilement ses obligations et son devoir de respecter la législation du travail.

Le rapport signale également "le manque de sérieux du président Vinicio Cerezo, qui n'a pas respecté les accords signés le 8 mars dernier avec les secteurs ouvriers et populaires, représentés par l'Unité d'action syndicale et populaire".

ATTENTAT CONTRE UN DIRIGEANT PAYSAN

Le prêtre et dirigeant paysan Andres Giron a échappé, le 11 septembre, à un attentat commis contre sa personne par un groupe d'individus fortement armés. Au cours de l'attentat, une personne qui protégeait le prêtre a été tuée et un séminariste qui l'accompagnait a été blessé.

Giron, leader du mouvement Protierra, a été attaqué alors qu'il rentrait à Nueva Concepcion en provenance du village d'El Tejocote, département d'Escuintla, où il venait de dire une messe.

Dans l'attaque, le policier Rodolfo Leon Vasquez qui servait de garde du corps à Giron a été tué, et le séminariste Fredy Castellanos, 17 ans, a été blessé au bras.

GREVE DES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX A QUEZALTENANGO

Environ 750 travailleurs de la municipalité de Quezaltenango, préfecture du département du même nom et seconde ville du pays, se sont mis en grève depuis le 7 septembre. Ils réclament le paiement des salaires en retard et un réajustement des pensions des travailleurs à la retraite.

La grève générale a commencé au moment où le maire de Quezaltenango, Luis Lopez Maldonado, se trouvait dans la ville de Zacapa pour une cérémonie au cours de laquelle le président Vinicio Cerezo remettait à tous les maires du pays 8% du budget national.

DROITS DE L'HOMME

ATTENTAT CONTRE UNE PRESENTATRICE DE LA TELEVISION

Carolina Gonzalez de Asturias, présentatrice du journal parlé "7 Dias" diffusé par le canal 7 de télévision, a été victime d'un attentat, le 7 septembre, commis par un groupe d'inconnus, dans un quartier résidentiel de la capitale.

La présentatrice est sortie indemne de l'attentat.

Par ailleurs, selon la presse du 7 septembre, Mynor Lopez Catalan, étudiant de l'université de San Carlos de Guatemala, a été tué par balles par un groupe d'inconnus.